**Fédération des Conseils de Parents d'élèves des Pyrénées orientales (FCPE 66),
Association française des psychologues de l'Éducation nationale (AFPEN 66)
Association départementale des psychologues de l'Éducation nationale (ADPEN 66)
Association des Maîtres E 66 (AME 66),
Association catalane des rééducateurs de l'éducation nationale,
Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc
(SNUipp66)/FSU,
Syndicat des Enseignants – UNSA,
SUD Éducation/Solidaire,
CGT Educ'Action/Fédération de l'Enseignement et de la Recherche/CGT,**

Aux parents d'élèves, aux enseignants, à leurs associations et organisations,

*Invitation aux associations et organisations attachées à l'école de la république,
à ses principes et sa gratuité*

Avec son plan d'**évaluation nationale des enfants de 5 ans**, le Ministère de l'éducation nationale veut identifier préventivement les 20% d'enfants de chaque nouvelle classe d'âge qui seront en difficulté d'apprentissage¹.

Le côté hypothétique du «dépistage» ainsi mis en œuvre n'échappe à personne, il repose sur des *a priori*, les enfants de 5 ans n'étant pas soumis à l'obligation scolaire, d'une part, et n'étant pas non plus aux prises avec l'apprentissage de la lecture qu'ils ne connaîtront vraiment qu'au CP.

Dans le temps même où l'on apprend la volonté d'évaluation nationale des petits de 5 ans, des Inspecteurs départementaux dans le 66 font savoir autour d'eux que **les postes de maîtres spécialisés chargés de l'aide psychopédagogique dans les Réseaux d'Aides aux enfants en difficulté seront supprimés à la prochaine rentrée**. Qui peut croire dans ces conditions que l'évaluation nationale soit inspirée par la volonté de prévention des difficultés, et d'aide aux enfants ?

Sans l'aide spécialisée à l'école, qui serait susceptible de répondre aux demandes urgentes des parents qui auront été exposés à des «révélation» intempestives sur la scolarité à venir de leurs enfants ?

Le ministère a sa réponse à cette question. Les résultats de l'évaluation nationale des 5 ans seront intégrés au carnet de santé, lequel relève du médecin. Ce qui signifie que les réponses aux difficultés supposées échapperont à l'école, à la pédagogie, pour se retrouver de force sur le terrain de l'aide médicale spécialisée.

Ce qui signifie que les parents, placés dans une situation d'urgence, n'auront d'autre solution que de se tourner vers ceux qui font actuellement de grands efforts publicitaires pour se faire connaître à tous les niveaux de l'éducation nationale : les marchands de soin médical spécialisé.

¹ voilà ce que déclare le Directeur des Ecoles, M. Macron au journal « 20 minutes », octobre 2011

Des officines de soin libéral sont déjà là² sur le marché. Elles affichent ce qui est à leur yeux une qualité, mais constitue à nos yeux **le problème du soin quand il prend la place de la pédagogie : il n'est pas gratuit.**

Le problème n'est pas la médicalisation par elle-même, mais la libéralisation de l'aide aux enfants supposés en difficulté. Qui paie, qui paiera quand les parents désemparés seront nombreux à requérir de l'aide ? Ils auront leur part à payer, et les collectivités territoriales seront sollicitées. C'est facile à prévoir, la manœuvre est déjà entamée (comme on le voit dans l'exemple en bas de page).

Ce sont là des questions d'une grande gravité : que l'on considère

- les enfants qui recevront leur badge de futur cancre débusqué (dépisté, disent-ils),
- les familles meurtries,
- les maîtres spécialisés au rebut,
- la non gratuité d'aides qui devraient d'abord relever du savoir faire d'adultes enseignants de l'école,

l'ensemble de ces mesures est cohérent, elles doivent être mises en perspective pour saisir qu'elles sont une brèche ouverte sur le principe de la laïcité et de la gratuité de l'école.

Pour ces raisons, nous proposons d'informer le public le plus large sur le sens des mesures entreprises simultanément par le Ministère. Inévitablement, elles aboutiront à faire payer les familles deux fois, collectivement au travers de subventions versées par les collectivités qui auront endossé les responsabilités de l'école publique, et individuellement au travers de leur propre participation au soin.

Pour informer et inviter à réagir, une assemblée publique locale semble une formule à retenir, dans la mesure où elle permettrait au plus grand nombre de s'exprimer, après avoir entendu les représentants d'associations et organisations d'enseignants et de parents - ceux qui auront voulu se partager la parole pour cette occasion.

Elle peut être le moment de définition d'une action immédiate qui répondrait à une proposition de la tribune ou de la salle. Le contexte n'est pas défavorable à ce principe. Nous prenons d'ores et déjà des repères pour un ou deux premiers lieux, Argelès et Elne, pour des réunions à partir de la mi janvier.

De ceci, et du reste nous proposons de discuter ensemble lors d'une réunion préparatoire, le 15 décembre à 18H30 au local de la FCPE, en précisant que la liste des associations et organisations susceptibles de trouver leur place dans une telle réunion n'est pas exhaustive. Chacune est invitée à envoyer ses représentants le 15/12

² citons l'une de ces officines qui se targue de l'appui de M. le Recteur de l'Académie de Montpellier, et de subventions importantes du Conseil de région : elle se nomme READ LR, tout simplement; Son président a écrit à tous les enseignants de la région, il a tenu conférence à Perpignan pour se présenter. Il a insisté pour faire valoir que l'aide apportée par la région, 400 000 Euros, attestait de son sérieux !